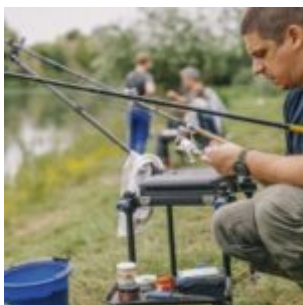


Recours pour excès de pouvoir d'une association et intérêt à agir



© 2024 Les Echos Publishing

Une association ayant pour objet de s'opposer à toute forme de pêche ne peut pas, faute d'intérêt suffisamment direct et certain, demander l'annulation des réponses gouvernementales appliquant le taux réduit de la TVA à la vente de poissons d'élevage vivants destinés à la pêche de loisir.

Une aide pour les entreprises du BTP utilisant du GNR



© 2024 Les Echos Publishing

Les petites entreprises du secteur du BTP vont pouvoir bénéficier d'une aide financière de l'État pour faire face à leurs factures de gazole non routier (GNR) au titre de l'année

2024.

Baux ruraux : forte hausse du montant des fermages



© 2024 Les Echos Publishing

L'indice national qui sert à actualiser le montant des fermages des terres et des bâtiments agricoles augmente de 5,23 % en 2024.

Registre des bénéficiaires effectifs : accès limité !



© 2024 Les Echos Publishing

Depuis le 31 juillet dernier, le registre des bénéficiaires

effectifs n'est plus accessible au grand public. Seules les personnes justifiant d'un intérêt légitime peuvent désormais y accéder.

Les membres d'une association peuvent-ils la défendre contre ses dirigeants ?



© 2024 Les Echos Publishing

Sauf si les statuts le prévoient, les membres d'une association ne peuvent pas agir en justice contre ses dirigeants pour obtenir la réparation d'un préjudice subi par cette dernière.

La tenue des assemblées générales d'actionnaires de

sociétés anonymes est facilitée



© 2024 Les Echos Publishing

Dans les sociétés anonymes, les assemblées générales d'actionnaires pourront désormais se tenir par voie dématérialisée sans que les statuts le prévoient.

Cession du capital d'une société franchiseur : avec l'accord des franchisés ?



© 2024 Les Echos Publishing

La cession du capital social d'une société franchiseur n'emporte pas la cession des contrats des franchisés si bien que l'opération ne requiert pas l'accord de ces derniers.

Bail de courte durée frauduleux : dans quel délai agir ?



© 2024 Les Echos Publishing

Lorsqu'un locataire agit en justice pour faire requalifier des baux de courte durée successifs que lui a frauduleusement consentis le bailleur pour échapper au statut des baux commerciaux, il bénéficie de la suspension du délai de prescription de son action en raison de cette fraude.

Quand la responsabilité d'un fabricant est engagée pour cause de produit défectueux



© 2024 Les Echos Publishing

La responsabilité d'un fabricant pour cause de produit défectueux peut être engagée lorsqu'il n'a pas donné des recommandations de montage de son produit.

La résiliation de plein droit d'un bail rural environnemental



© 2024 Les Echos Publishing

L'exploitant locataire qui ne respecte pas les engagements environnementaux stipulés dans un bail rural environnemental prend le risque de voir ce bail résilié.